

## Actualisation des opérations du HCR en Asie et dans le Pacifique

### A. Analyse de la situation, y compris les nouveaux développements

Fin 2018, la région Asie-Pacifique comptait près de 9,5 millions de personnes relevant de la compétence du HCR, dont 4,2 millions de réfugiés, 2,7 millions de déplacés internes et 2,2 millions d'apatrides. Bien que seuls 20 des 45 pays et territoires de la région aient adhéré à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967, la région continue à faire preuve de la longue tradition d'hospitalité envers les réfugiés qui est la sienne. Dans cet esprit, le Forum mondial sur les réfugiés qui se tiendra en décembre fournira une occasion importante aux pays et autres parties prenantes de la région de promouvoir l'appui aux objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés. Le Forum leur permettra aussi d'échanger et de mettre en lumière les bonnes pratiques qui inspireront les engagements futurs.

Quarante ans après le début de la guerre entre l'Union soviétique et l'Afghanistan, les Afghans restent la plus importante population de réfugiés relevant de la compétence du HCR dans la région en 2019. Plus de 2,4 millions de réfugiés afghans enregistrés sont généreusement accueillis par les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan. En juin, la sixième réunion du Comité directeur quadripartite s'est tenue à Islamabad, au Pakistan. Toutes les parties sont convenues de prolonger la « Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans destinée à soutenir le rapatriement volontaire, la réintégration durable et l'apport d'une assistance aux pays hôtes » (SSAR) jusqu'en 2021, confirmant son rôle de cadre important permettant de définir et de mettre en œuvre des solutions pour les réfugiés afghans. Toutes les parties ont également décidé d'étudier la proposition du HCR d'établir une plate-forme d'appui pour le SSAR afin de mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés.

La situation étant toujours complexe en Afghanistan, le soutien politique et financier de la communauté internationale au Gouvernement de l'Afghanistan reste crucial, et nécessite notamment de mettre l'accent sur l'aide au développement pour aider à la réintégration des rapatriés afghans et garantir le caractère durable des retours. L'instabilité des conditions de sécurité en Afghanistan continue à avoir des conséquences sur les civils, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) ayant enregistré plus de 3800 victimes au cours du premier semestre 2019.

Le mois d'août 2019 a marqué le deuxième anniversaire de la fuite au Bangladesh de 745 000 réfugiés rohingyas apatrides du nord de l'État de Rakhine, au Myanmar. Le HCR a continué à travailler avec le Gouvernement du Bangladesh et d'autres partenaires afin de soutenir l'intervention d'urgence à Cox's Bazar, en répondant aux besoins de quelque 900 000 réfugiés rohingyas et en recherchant des solutions durables. En février, le HCR a lancé le « Plan de réponse conjoint de 2019 pour la crise humanitaire des Rohingyas », demandant 920 millions de dollars E.-U. pour répondre aux besoins des réfugiés et des membres vulnérables des communautés d'accueil.

En mars 2019, le HCR a modifié sa classification interne de la situation d'urgence au Bangladesh, la faisant passer du niveau 3 au niveau 2, au regard des besoins actuels des réfugiés et des communautés d'accueil. L'Organisation s'est employée à renforcer

l'environnement de protection pour les réfugiés rohingyas, y compris en matière de santé et d'éducation, et à améliorer les conditions de vie dans les zones d'installation, tout en favorisant la coexistence pacifique avec les communautés d'accueil et en recherchant des solutions. La mousson et la saison des cyclones représentent des risques supplémentaires élevés pour les zones d'installation de réfugiés. Le HCR et ses partenaires se sont attachés à atténuer le risque de glissements de terrain et d'inondations dans les zones d'installation en consolidant les abris et les infrastructures, et ont formé des centaines de réfugiés volontaires à intervenir en cas de catastrophe naturelle.

En août 2019, dans le cadre du groupe de travail bilatéral conjoint sur le rapatriement, le Gouvernement du Myanmar a communiqué au Gouvernement du Bangladesh le nom des réfugiés rohingyas dont le retour dans l'État de Rakhine avait été autorisé. Le HCR a aidé le Gouvernement du Bangladesh à étudier le cas de ces réfugiés et à confirmer le caractère volontaire de tout retour au Myanmar. Jusqu'ici, aucune des personnes interrogées n'a déclaré vouloir rentrer à ce stade. Le HCR continuera à travailler avec les deux gouvernements pour garantir que tout rapatriement de réfugiés est volontaire et se déroule dans la sécurité et la dignité, et pour aider le Gouvernement du Myanmar à créer des conditions propices à un retour durable.

Au Myanmar, le HCR reste fermement déterminé à parvenir à la mise en œuvre pleine et effective du mémorandum d'accord tripartite signé entre le HCR, le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) et le Gouvernement du Myanmar. Toutefois, les progrès ont été lents à cause des restrictions d'accès et de la poursuite du conflit dans certaines régions de l'État de Rakhine. Mi-août 2019, le HCR et le PNUD avaient mené quatre évaluations multisectorielles dans 75 villages afin de connaître les principaux défis que doivent relever les communautés, d'évaluer les besoins immédiats et de définir des projets à impact rapide. Des discussions de groupe thématiques ont été organisées avec 1800 personnes et 70 projets ont été élaborés, dont 34 ont été approuvés par le Gouvernement du Myanmar et sont en cours de réalisation.

La lutte contre les causes profondes de la violence au Myanmar reste une priorité, avec notamment la mise en œuvre intégrale des recommandations de la Commission consultative sur l'État de Rakhine, qui promeut la liberté de circulation et une procédure claire et volontaire d'accès à la citoyenneté pour les Rohingyas. Le HCR est prêt à contribuer aux efforts de reconstruction et de développement qui poseraient les fondements de retours volontaires et viables dans la sécurité et la dignité, et à soutenir le redressement et le développement fondé sur la résilience au profit de toutes les communautés vivant dans l'État de Rakhine.

Les solutions à cette crise restent toutefois incertaines, si bien qu'il est essentiel que les acteurs concernés travaillent ensemble afin de parvenir à des progrès tangibles. À cet égard, le HCR plaide pour la création d'une plate-forme d'appui coordonné et pluri-partenaires au Myanmar, afin d'améliorer les conditions dans l'État de Rakhine et de renforcer la confiance des réfugiés. Un partage tangible des responsabilités au niveau international avec le Bangladesh et d'autres pays qui accueillent des réfugiés est aussi nécessaire, conformément au Pacte mondial sur les réfugiés. La réussite de ces initiatives dépendra de l'engagement ferme d'un large éventail de partenaires travaillant ensemble à construire une vie pacifique et digne pour les populations de l'État de Rakhine.

Au Sri Lanka, une série d'attaques terroristes coordonnées le dimanche de Pâques de cette année a coûté la vie à 253 personnes et en a blessé plus de 500. Si les réfugiés n'ont pas été directement touchés, plus d'un millier (dont beaucoup originaires du Pakistan et de l'Afghanistan) ont été contraints de fuir leur logement peu après ces événements. Avec l'appui des autorités gouvernementales, de la société civile, de l'équipe de pays des Nations Unies et des donateurs, le HCR a pu fournir une assistance et une protection d'urgence. Mi-septembre, 73 réfugiés n'avaient pas encore regagné un logement privé.

## B. Progrès et défis pour atteindre les priorités stratégiques globales

### Préserver l'accès à la protection et à l'asile

Le HCR a encouragé l'adoption de systèmes tenant compte des considérations relatives à la protection pour la gestion des mouvements mixtes dans la région en 2019. L'Organisation a également continué à procéder à la détermination du statut de réfugié dans les pays qui ne possédaient pas de procédures d'asile nationales.

Au Bangladesh, au 18 septembre, 622 768 réfugiés rohingyas avait été enregistrés dans le cadre d'une opération conjointe entre le Gouvernement du Bangladesh et le HCR, dans laquelle les réfugiés enregistrés ont reçu de nouvelles cartes biométriques. Cette opération, qui a débuté en juin 2018, aide à préserver les droits des réfugiés rohingyas de rentrer volontairement au Myanmar, améliorent la précision des données sur les réfugiés se trouvant au Bangladesh, et facilite la planification et l'apport d'une assistance ciblée.

La présence de réfugiés rohingyas va au-delà du Bangladesh. En Inde, en Indonésie, en Malaisie et au Népal, les réfugiés rohingyas sont toujours déplacés de nombreuses années après avoir été contraints de fuir. Le HCR dépend des gouvernements hôtes pour continuer à offrir une protection et à fournir plus de possibilités permettant à tous les réfugiés de devenir autosuffisants.

La décision prise par le Gouvernement du Pakistan début 2019 d'autoriser les réfugiés à ouvrir un compte bancaire a été une évolution bienvenue car elle leur permet de participer et de contribuer à l'économie formelle. En juin 2019, le gouvernement a approuvé l'extension de la validité des cartes de preuve d'enregistrement jusqu'au 30 juin 2020 pour les réfugiés afghans et celle des cartes de citoyen afghan pour les autres Afghans jusqu'au 31 octobre 2019. Le programme conjoint du Gouvernement du Pakistan et du Gouvernement de l'Afghanistan d'enregistrer les Afghans dépourvus de documents s'est achevé en février 2018. La carte de citoyen afghan ne confère pas le statut de réfugié mais régularise le séjour temporaire au Pakistan. Toutes les catégories d'Afghans ayant besoin d'une protection continuent d'avoir librement accès au HCR et à ses partenaires.

Le programme des « zones d'accueil ou touchées par la présence de réfugiés » (RAHA) au Pakistan, lancé il y a dix ans, continue à promouvoir la cohésion sociale entre les réfugiés et les communautés d'accueil. Plus de 4200 projets, d'une valeur de 220 millions de dollars E.-U. et bénéficiant à 12,41 millions de personnes (dont 85 % de ressortissants pakistanais et 15 % de réfugiés afghans) ont été menés à bien à ce jour. Ils ont été mis en œuvre dans 17 districts, dans le pays tout entier, essentiellement dans le Khyber Pakhtunkhwa et le Baloutchistan, qui abritent la majorité des réfugiés afghans.

Malgré une situation économique de plus en plus difficile, le Gouvernement de la République islamique d'Iran continue à fournir une protection et une assistance à près d'un million de réfugiés afghans et irakiens en mettant en œuvre des politiques d'éducation et de santé inclusives. Pour la seule année 2019, plus de 73 000 réfugiés vulnérables étaient inscrits dans le système d'assurance santé publique universelle du gouvernement au 1<sup>er</sup> août. En outre, le HCR a continué à soutenir les efforts déployés par le gouvernement pour permettre aux réfugiés d'avoir accès à l'enseignement primaire et secondaire, et à l'enseignement informel (cours d'alphabétisation).

En Asie centrale, le HCR a maintenu son appui au Processus d'Almaty pour relever les défis liés aux mouvements mixtes complexes en Asie centrale et dans la région plus large. Il a collaboré avec d'autres organisations, les autorités frontalières et les autorités chargées de l'asile des cinq pays d'Asie centrale afin de renforcer la gestion des frontières et les systèmes nationaux.

### Rechercher des solutions pour les situations de réfugiés prolongées

Le Gouvernement afghan a continué à appliquer le Cadre d'action global pour les réfugiés en tant que pays d'origine, en s'appuyant sur son expérience de l'application de la stratégie de solutions pour les réfugiés afghans. Le HCR met en œuvre tout un éventail d'initiatives axées sur les solutions dans les communautés qui ont reçu des personnes déplacées et des réfugiés de retour dans tout l'Afghanistan. Conformément à la stratégie de solutions, et plus

récemment au Cadre d'action global pour les réfugiés, 15 zones prioritaires pour le retour et la réintégration ont été choisies, en cohérence avec les priorités du Gouvernement afghan. Dans ces zones, le HCR entend relier ses projets de protection basés sur la communauté à court et moyen terme aux programmes de développement à long terme. Ces projets consistent notamment à fournir une assistance en espèces et une aide en nature aux familles vulnérables ; à améliorer l'accès à un abri adéquat ; à étendre l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle ; à fournir un appui à la création d'entreprises ; à mettre en œuvre des initiatives à impact rapide sur les moyens d'existence ; et à développer les infrastructures publiques comme les écoles, les établissements de santé, les centres communautaires et les routes.

En juin 2019, le HCR a accueilli la 30<sup>e</sup> réunion tripartite avec l'Afghanistan et le Pakistan, et les trois parties ont réaffirmé leur engagement à maintenir le principe du rapatriement volontaire dans le cadre de l'accord tripartite. Mi-août, plus de 4200 réfugiés étaient rentrés de leur plein gré en Afghanistan, la plupart depuis les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan. D'après les conclusions du Comité directeur quadripartite signées en juin 2019, le rapatriement des réfugiés afghans doit être volontaire, progressif et durable, compte tenu de la violence en cours et de la capacité d'absorption limitée en Afghanistan.

Mi-septembre 2019, 620 réfugiés sri lankais étaient entrés chez eux depuis l'Inde dans le cadre du programme de rapatriement volontaire. Le HCR travaille étroitement avec les autorités sri lankaises et indiennes afin d'augmenter les possibilités de retour, comme avec la reprise des services de ferry entre le Tamil Nadu et le Sri Lanka. De plus, des réfugiés du Sri Lanka ont continué à être réinstallés dans des pays tiers. Mi-septembre, 218 personnes en tout avaient quitté le Sri Lanka pour être réinstallées au Canada, aux États-Unis d'Amérique et aux Pays-Bas en 2019.

Au Népal, à la suite de la réinstallation de plus de 113 000 réfugiés bhoutanais qui s'est achevée en 2018, le HCR, avec ses partenaires, a beaucoup travaillé à renforcer l'autosuffisance des 650 personnes restantes. L'Organisation s'attache avec le Népal et le Bhoutan à fournir une possibilité de rentrer au nombre relativement peu nombreux de réfugiés qui le souhaitent.

En 2019, le HCR a continué à plaider pour une augmentation des possibilités de réinstallation pour les réfugiés dans la région, tout en explorant des voies complémentaires d'admission dans des pays tiers. Au 31 juillet 2019, 5000 réfugiés de la région avaient été réinstallés dans le monde entier depuis le début de l'année.

En République de Corée, un programme pilote de réinstallation de trois ans s'est achevé en 2017 pour les réfugiés du Myanmar se trouvant en Thaïlande. Le gouvernement a prolongé ce programme pour deux années supplémentaires et a offert des places de réinstallation aux réfugiés urbains identifiés par le HCR en Malaisie tout au long de l'année 2018 et 2019. Quelque 112 personnes au total ont été réinstallées en République de Corée depuis 2015. En 2019, les dossiers de 68 personnes ont été soumis en vue de la réinstallation depuis la Malaisie et les premiers départs pour la République de Corée cette année auront lieu en septembre.

Fin juillet 2019, le HCR avait présenté le dossier de plus de 3336 réfugiés du monde entier en vue de leur réinstallation en Australie (3031), en Nouvelle-Zélande (259) et en République de Corée (46). Au cours de la même période, 1340 réfugiés sont partis pour l'Australie, 571 pour la Nouvelle-Zélande et 11 pour la République de Corée.

En juin 2019, le Gouvernement du Japon a annoncé l'augmentation du quota et l'extension des critères de son programme de réinstallation, commençant par les admissions en 2020. Cette décision prévoit la hausse du quota de 30 à 60 personnes par an, l'élargissement des critères de sélection des réfugiés originaires du Myanmar à tous les réfugiés, et l'extension des pays hôtes actuels de la Malaisie à l'ensemble de la région Asie.

Au Japon, l'Organisation continue à soutenir les programmes d'attribution de bourse parrainés par le Gouvernement japonais qui permettent à des réfugiés syriens d'entamer des études de troisième cycle. L'Initiative japonaise pour le futur des réfugiés syriens mise en œuvre par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), en collaboration avec le HCR, a débuté en 2017 et vise à fournir une bourse à 100 réfugiés syriens vivant en Jordanie et au Liban sur une période de cinq ans. Cette initiative s'appuie sur le programme

existant de bourses du Ministère de l'éducation, dont pourront bénéficier 50 réfugiés syriens. Au titre de cette initiative, un total de 93 Syriens (y compris les membres de leur famille) ont été admis en 2017, 2018 et 2019. Sur les 19 étudiants admis en 2017, 9 finissent leur cursus cette année. Certains ont déjà trouvé un emploi au Japon. Le HCR dispense des conseils généraux et techniques au JICA pour soutenir cette initiative.

### **Assurer la protection et trouver des solutions pour les déplacés internes**

Le HCR a continué à fournir une protection et une assistance aux déplacés internes de la région et à rechercher des solutions à leur déplacement.

Mi-2019, on estimait à 2 millions le nombre de déplacés internes en Afghanistan, dont plus de 206 000 ont été nouvellement déplacés au cours des sept premiers mois de l'année. Le HCR et ses partenaires ont continué à aider les déplacés internes dans tout le pays en leur apportant une assistance d'urgence et en organisant des activités de protection basées sur la communauté en leur faveur.

Au Myanmar, l'Organisation a travaillé avec ses partenaires et le gouvernement afin de protéger et d'aider environ 107 000 déplacés internes dans l'État de Kachin et le nord de l'État de Shan. Dans l'État de Rakhine, au centre, qui compte 128 000 déplacés internes selon les estimations, le HCR a plaidé pour que le plan de fermeture des camps de déplacés internes soit mis en œuvre dans le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme. Dans le sud-est du Myanmar, le HCR a soutenu les solutions durables pour 131 000 déplacés internes.

Aux Philippines, où plus de 191 600 déplacés internes se trouvent actuellement à Mindanao, la violence et l'insécurité continuent à provoquer des déplacements. Ces déplacements sont souvent de courte durée, et ont concerné plus de 294 000 personnes en 2019. Le HCR a aidé le gouvernement à organiser le retour volontaire des familles déplacées, dans la sécurité et la dignité, et à trouver d'autres solutions pour les personnes vivant dans les zones les plus touchées qui ne peuvent rentrer.

### **Réduire et prévenir l'apatridie et protéger les apatrides**

Avec plus de 2 millions d'apatrides dans la région, la lutte contre l'apatridie est restée une priorité stratégique majeure en 2019. Cette année marque la mi-parcours de la campagne #J'appartiens visant à mettre fin à l'apatridie d'ici à 2024. À la suite des progrès importants accomplis dans la région ces dernières années, les États ont continué à prendre des mesures concrètes pour prévenir et réduire l'apatridie en 2019. En 2019, le HCR a continué à renforcer son engagement auprès des États et autres partenaires de la région pour atteindre les objectifs de la campagne et fournir un appui technique et une aide au développement des capacités.

En Asie centrale, des progrès importants ont été accomplis dans la réduction du nombre de cas d'apatridie au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Turkménistan. Depuis le début de la campagne #J'appartiens, le nombre de personnes apatrides dans la région a diminué de plus de 68 000 et les pays continuent à tenter de parvenir à de nouvelles réductions et préventions. En juillet 2019, le Kirghizistan est devenu le premier pays à mettre fin à l'apatridie sur son territoire en accordant la nationalité au dernier groupe des 13 700 apatrides recensés dans le pays. Une série de consultations nationales sur l'apatridie s'est déroulée en 2019 dans les cinq pays d'Asie centrale afin d'étudier les insuffisances restantes et de trouver des solutions. En septembre 2019, en prévision du segment de haut niveau sur l'apatridie devant être organisé pendant la réunion annuelle du Comité exécutif du HCR en octobre 2019, les États d'Asie centrale ont participé à la deuxième conférence régionale sur le droit à une identité juridique et la prévention de l'apatridie, qui s'est tenue au Kazakhstan. Cette conférence a jeté les bases des nouveaux progrès à accomplir pour parvenir à l'enregistrement universel des naissances et à l'adoption de garanties contre l'apatridie des enfants.

En Asie du Sud-Est, les progrès dans la prévention et la réduction de l'apatridie se poursuivent dans toute la région. En mai 2019, une réunion préparatoire en vue du segment de haut niveau sur l'apatridie a été organisée à Bangkok, en Thaïlande. Cette manifestation a réuni 16 États d'Asie du Sud, d'Asie du Sud-Est, d'Asie de l'Est et du Pacifique, afin d'examiner les progrès réalisés dans la lutte contre l'apatridie, l'échange de bonnes

pratiques et la définition d'engagements concrets. Les réalisations majeures intervenues dans la région, qui ont été soulignées lors de la réunion, comprennent i) l'engagement des États à prendre des mesures pour parvenir à l'enregistrement universel des naissances ; ii) les solutions en cours et la réduction de l'apatridie dans les pays où l'identification a été achevée ; iii) l'amendement des lois, en particulier concernant les questions relatives à l'apatridie des enfants ; iv) l'engagement positif et progressif des acteurs régionaux ; v) l'adoption de mesures visant à protéger les personnes apatrides et à leur permettre d'avoir accès aux services sociaux élémentaires dans la plupart des pays ; vi) une collaboration transfrontalière bilatérale pour remédier à la situation des communautés dépourvues de documents ou apatrides afin de confirmer leur citoyenneté ; et vii) des recensements et autres études pour tenter d'identifier les apatrides et d'améliorer les données générales. En Inde, le HCR continue à suivre de près la mise à jour du registre national des citoyens dans l'État d'Assam, conformément à son mandat de prévention et de réduction de l'apatridie. À cet égard, l'Organisation a proposé de soutenir les mesures pouvant contribuer à éviter que des personnes ne risquent de devenir apatrides par inadvertance.

### **C. Information financière**

The budget révisé approuvé par le Comité exécutif en octobre 2018 pour la région Asie-Pacifique pour 2019 était de 774,6 millions de dollars E.U. Compte tenu des problèmes de financement, le HCR a défini un certain nombre de priorités et continuera à mettre l'accent sur les moyens innovants de travailler avec les États et d'autres partenaires à l'apport d'une protection et d'une assistance aux personnes relevant de sa compétence. Au 10 septembre 2019, les besoins pour l'Asie et le Pacifique, qui s'élèvent à 777,1 millions de dollars E.U., étaient financés à 45 %, après la prise en compte de l'allocation indicative des contributions non affectées ou légèrement affectées, ce qui laisse une lacune de financement de 430,3 millions de dollars E.-U.

---